

Au Journal officiel du 9 au 15 décembre 2017

Au Journal officiel du 9 au 15 décembre 2017

18/12/2017

Au Journal officiel du 9 au 15 décembre 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 9 décembre 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1674 du 8 décembre 2017 relative à **l'utilisation d'un dispositif d'enregistrement électronique partagé pour la représentation et la transmission de titres financiers**. – *Modification du Code de commerce, du Code monétaire et financier. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2017-1675 du 8 décembre 2017 relatif aux **règles de déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée grevant les essences utilisées comme carburants**. – *Modification du Code général des impôts ;*
- Décret n° 2017-1676 du 7 décembre 2017 relatif aux **modalités d'application de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu prévue au 1° du 2 de l'article 204 A du Code général des impôts**. – *Modification du Code général des impôts et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte reporte la date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 pour le décrets n° 2017-858 et n° 2017-866 du 9 mai 2017 impactant le Code du travail, le Code général des impôts et le décret n° 2013-266 du 28 mars 2013 (cf. art. 3 et 5) ;*
- Arrêté du 4 décembre 2017 relatif à **l'agrément, aux modifications de situation, au retrait de l'agrément et à la radiation des entreprises d'investissement et des établissements assimilés**. – *Abrogation du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 96-14 du 20 décembre 1996 et du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière n° 96-15 du 20 décembre 1996 ;*
- Arrêté du 5 décembre 2017 portant **fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2018** ;
- Arrêté du 8 décembre 2017 relatif à la **mise en œuvre de la carte professionnelle européenne mentionnée à l'article L. 4002-2 du Code de la santé publique**.

Au JO du 10 décembre 2017 :

- Décret n° 2017-1677 du 8 décembre 2017 **relatif au Conseil national du numérique**. – *Abrogation du décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 ;*
- Arrêté du 5 décembre 2017 fixant les **coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de**

maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour l'année 2018.

Au JO du 12 décembre 2017 :

- Arrêté du 5 décembre 2017 **relatif aux services chargés de l'enregistrement.**

Au JO du 14 décembre 2017 :

- Décret n° 2017-1679 du 13 décembre 2017 relatif aux **déclarations d'intérêts et d'activités établies par les députés, les sénateurs et les représentants français au Parlement européen.** – *Modification du décret n° 2013-1212 du 23 décembre 2013 . – Voir également CNIL, délibération n° 2017-310 du 7 décembre 2017 ;*
- Arrêté du 7 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2016 relatif aux **informations devant être transmises à l'ordonnateur pour l'émission du titre exécutoire et du titre d'annulation prévus à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales et aux modalités de transmission de ces informations.** – *Modification de l'arrêté du 15 décembre 2016 ;*
- Arrêté du 11 décembre 2017 portant **création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux défèrements et extractions judiciaires dénommé « TDEX ».** – *Voir également CNIL, délibération n° 2017-267 du 5 octobre 2017 ;*
- Délibération n° 2017/CA/31 du 23 novembre 2017 **modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée.**

Au JO du 15 décembre 2017 :

- Décret n° 2017-1684 du 14 décembre 2017 relatif à la **chambre des territoires de Corse et portant diverses dispositions d'adaptation à la création de la collectivité de Corse.** – *Modification du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 95-260 du 8 mars 1995. – Ce texte entre en vigueur le premier janvier 2018 à l'exception de son article 1^{er} (cf. art. 5) ;*
- Décret n° 2017-1687 du 13 décembre 2017 portant **abrogation de l'article R. 4137-29 du Code de la défense.** – *Modification du Code de la défense ;*
- Décret n° 2017-1689 du 14 décembre 2017 relatif au **groupe d'experts prévu par l'article L. 2261-27-1 du Code du travail.** – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-1690 du 13 décembre 2017 **modifiant le décret n° 2006-127 du [6] février 2006 relatif aux modalités d'application de l'article 266 quindecies du Code des douanes.** – *Modification du décret n° 2006-127 du 6 février 2006.*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 398289 et autres du 6 décembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux :** Code de la santé publique, article D. 6222-6 ;

- **Décision n° 400559 du 6 décembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** :Code de l'environnement, article R. 122-6 ;
- **Décision nos 406760, 408221 et 408226 du 7 décembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** : Code du travail, articles D. 2232-2, D. 2232-3, D. 2232-6, D. 2232-7 et D. 2232-9 ;
- **Décision n° 404391 du 8 décembre 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux** :Code de l'environnement, article R. 122-2 , tableau annexé rubrique 44 (dans sa rédaction issue du décret n° 2016-1110 du 11 août 2016).

La Rédaction législation

© LexisNexis SA